Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1980)
Heft: 528

Artikel: Demain commence aujourd'hui : des utopies, des constats, des projets
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1022218

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Demain commence aujourd'hui: des utopies, des constats, des projets

A peine les derniers bilans annuels façon 1979 parus, voici l'actualité quotidienne qui reprend ses droits, réduisant à peu de choses cette pause traditionnelle de Noël et Nouvel-An.
Quel meilleur moment pourtant pour s'évader, pour prendre en main, au moins par l'imagination et la réflexion, notre avenir immédiat et plus lointain? Cet exercice, nous l'avions, à «Domaine Public», amorcé depuis des mois. Nous voilà prêts à vous le proposer. D'abord se plonger dans l'utopie, puis renouveler les constats et ensuite attaquer notre quotidien.
En 1973, dans la défunte «National Zeitung», notre ami Beat Kappeler, alors journaliste (devenu depuis lors secrétaire de l'Union syndicale suisse) s'était livré, au long de quatre longs articles, à une adaptation du rapport du Club de Rome, «Les limites de la croissance». Ses quatre titres généraux, révélateurs de son entreprise captivante: «Croître jusqu'à en mourir», «Une protection impossible du milieu naturel», «Meilleur travail, meilleurs loisirs», et enfin «Prévoir aujourd'hui l'an 2000».
C'est le point de départ, reflets du possible entrevu en 1973, année charnière, que nous publions dans ce numéro, à travers quelques extraits, mis en situation, librement traduits, adaptés et complétés du travail de Beat Kappeler. Nous poursuivrons cette recherche pendant plusieurs semaines, à travers des contributions des collaborateurs de DP, à travers aussi, nous l'espérons fermement, des textes que vous nous ferez parvenir et qui étofferont le débat. (Réd.).

I. — La danse de la mort des taux de croissance

L'avenir, vu du printemps 1973, c'était avant tout la croissance! Souvenez-vous! Comme si vous y étiez encore, quelques exemples que détaille avec délices Beat Kappeler.
Le conseiller fédéral Bonvin souhaite inaugurer chaque trois ans une nouvelle centrale nucléaire. Et lorsque on prend note que, finalement, le résultat final de toute production énergétique est de la chaleur, certains chiffres vous sautent au visage: la consommation énergétique dans la Suisse de 1973 représente 0,25% de la chaleur dispensée par le soleil sur le territoire national; les prévisions de croissance énergétique à l'honneur font passer ce pourcentage à 0,5% dix ans plus tard, à 1% vingt ans après, à 2% trente ans après, pour ascender à 60% de la chaleur solaire en l'an 2050...
Depuis lors, les Suisses se sont un peu familiarisés avec le thème crucial de la consommation énergétique. Voyons un peu dans d'autres domaines quelles pouvaient être les retombées imaginables de la croissance telle qu'on la rêvait.
Soit un taux de croissance annuelle réelle du salaire de 3,5%: un apprenti de 1973 allait terminer sa vie active avec un revenu de fr. 100 000.—; de quoi s'offrir chaque année, en plus des dépenses courantes, six voitures ou un bungalow... Pas de problèmes pour des voyages de fin de semaine dans n'importe quelle partie du globe; des économies pendant six ans, c'est l'achat d'un hélicoptère; on s'offre sans difficulté des résidences secondaires, tertiaires même...
Ces hypothèses de rêve — vous n'avez pas oublié, Kappeler écrit en 1973, il y a seulement six ans — d'une croissance continue des revenus réels ne passent pas pour utopiques — les futurologues les utilisent tous dans leurs calculs, et les pouvoirs publics, les producteurs de tous poils, les syndicats, fondent sur elles leurs attentes futures.
D'où quelques extrapolations parfaitement justifiées. De 1952 à 1972, les surfaces non-productives ont augmenté de 843 km^2, soit l'équivalent du canton de Soleure. Une surface équivalente est prévisible pour les vingt années à venir, soit le canton de Schwyz, si le niveau du volume de la construction reste stable. En revanche, si le secteur de la construction double en vingt ans ses activités, comme il l'a fait de 1952 à 1972, alors l'extension des surfaces non-productives jusqu'à 1992 devait couvrir un territoire grand comme Schwyz et Neuchâtel ensemble.

ET PERSONNE NE CRIE CASSE-COU

Personne ne crie casse-cou. Et compte-tenu des possibilités de rationalisation dans la construction, cette croissance est tout à fait envisageable. On ne construit plus du reste pour pallier un manque de logements, mais pour répondre à la création de revenus supplémentaires qui iront tout naturellement se fixer dans la pierre. Ces millions de logements construits et à construire le sont avec moins de coordination que l'exige une fête de tirs de moyenne importance...
Côté voitures, ce n'est pas moins affolant. Les prévisions publiées en 1954 en matière de parc automobile estimaient qu'en l'an 2000 la Suisse n'aurait pas encore atteint la moitié du niveau effectivement atteint... en 1973! En 1959, les experts réajustent le tir, révisent les estimations, les augmentent fortement; mais le chiffre de 1,8 millions de véhicules qui est celui enregistré en 1973, ils ne le prévoient encore que pour l'an 2000. Et c'est sur cette base qu'est élaboré le réseau des routes nationales!
La toile de fond: les atteintes portées au milieu naturel ne font l'objet d'aucunes mesures précises, voire un tant soit peu complètes. Moralité, si on peut dire: le plomb, le bruit, la puanteur dégagée

par la vague automobile, la rage de construire, l'empoisonnement des produits alimentaires, le dioxyde de souffre (SO_2) provenant des brûleurs à mazout, les modifications du climat, les fumées pestilentielles et les brouillards «industriels» sont les partenaires assurés de cette «danse de la mort» des taux de croissance.

TOUT RESTE À FAIRE

Qu'on ne se réjouisse pas trop d'avoir pour l'instant échappé — sans le vouloir vraiment du reste — à cette croissance! Car tout reste à faire. Le diagnostic de fond de B. Kappeler, à cette étape-là de l'inventaire, doit être médité (espérons ne pas l'avoir trahi).

L'individu isolé ne peut pas prendre l'initiative de limiter la croissance. Les appels répétés à la conscience individuelle pour mettre un terme à la croissance — même dans le cas où une infime minorité seulement décide de rejeter l'autodiscipline — rejettent finalement le solitaire dans un rôle de bouffon, d'idéaliste dupé. En fait, les limites de la croissance ne peuvent être imposées que par des réglementations sociales générales (et abstraites en un premier temps). Ceci vaut tout autant pour l'intervention auprès des producteurs que pour celle auprès des consommateurs.

IL N'Y A QUE LE PREMIER PAS QUI COÛTE

« Economiser », cela signifie parvenir à «s'en sortir» avec des disponibilités limitées. A ce jour, la société industrielle a géré ce problème en multipliant les biens rares au-dessus du seuil déterminé par la production nouvelle, elle-même provoquée ensuite par l'initiative individuelle, continuellement stimulée.

Un arrêt total ou partiel de la croissance nous prive précisément de cette possibilité et nous contraint, à long terme, à répartir les biens non-reproductibles. Pensons ici en particulier au sol, à l'habitat, aux transports, à l'énergie, mais aussi aux offres de vacances par exemple, lieux privilégiés de la dépense de matières premières plus ou moins rares.

Mais il y a davantage encore. Cette répartition à laquelle il faudra bien s'atteler, ne peut pas être fondée sur la seule impulsion donnée par la recherche de profits individuels. Elle doit au contraire découler d'une décision sociale, afin de promouvoir un minimum de justice.

La décision commune devrait porter en premier lieu sur le niveau de la production.

Touchons-nous déjà à l'utopie? Qu'importe!

Prétendre que l'industrie n'est responsable que d'un 10% de la pollution de l'air, alors que les ménages le seraient pour 30% avec le chauffage et pour 60% avec la circulation automobile, néglige le fait que l'industrie n'est pas seulement engagée pour ses procédés de fabrication, mais également pour la pollution causée par les objets de consommation qu'elle produit. A long terme, des offices de contrôle devront aussi évaluer l'opportunité d'un produit dans un environnement où les matériaux et l'énergie disponibles seront devenus rares.

Allons encore plus loin sur les traces de Kappeler! «Le contrôle à la production est indiscutablement plus léger, sur les plans techniques et administratifs, que la persuasion des consommateurs, car un petit groupe de producteurs seulement sont impliqués» note le professeur Wittman. Sicco Mansholt préconisait, lui, de soumettre toute production au test «Clean and Recycling»: une entreprise ne peut produire que lorsqu'elle a prouvé que tout ce qui sort de ses mains (produits et déchets) est propre et recyclable (pour les biens de consommation, la fiabilité la plus longue possible doit être garantie). Il n'y a que le premier pas qui coûte: voyez General Motor et Ford qui produisaient en 1972, dans les pays en développement, des automobiles plus résistantes et meilleur marché (dès 1000 dollars) que dans d'autres pays. Le tableau de la durée d'utilisation de différents produits montre du reste à quel point les pays industriels sont plus gloutons que les pays pauvres.

Mais revenons au diagnostic et aux utopies de Beat Kappeler à l'orée de la «crise».

II. — La règle du pollueur-payeur: une scie sans dents

Ce qui est apparu progressivement depuis lors, au gré d'études et de bilans récents, Kappeler le posait déjà comme point de départ en 1973: le système de l'économie de marché ne permet pas une protection durable du milieu naturel.

La réduction des normes de pollution peut bien offrir un répit momentané; à terme, la croissance des quantités consommées «rétablit» la situation antérieure. A cela s'ajoute que la lutte contre la pollution devient elle-même un marché enviable et important, avec sa propre dynamique et... sa propre croissance.

Vu sous cet angle, le principe du «pollueur-payeur» n'est qu'une scie sans dents: la condamnation du pollueur ne supprime pas les dommages (les amendes permettent rarement de gommer les atteintes au milieu, petites ou grandes); les entreprises se borneront à conclure des assurances, de sorte que le coût final retombera dans son intégralité sur le consommateur.

La protection du milieu naturel, dans l'optique de l'économie de marché, se fait par la hausse des coûts (des terrains, des loyers, des taxes de stationnement, par exemple), qui ne représente rien d'autre finalement qu'un rationnement par le prix.

SUITE ET FIN AU VERSO

II. — La règle du pollueur-payeur: une scie sans dents

Ce rationnement n'élimine pourtant pas les risques d'épuisement des nouveaux biens devenus rares: il y a toujours des gens qui « peuvent payer ».
En définitive, une politique de protection du milieu naturel ne nécessite pas seulement de contrôler les pollutions créées par les processus de production, mais également les propriétés des produits en fonction des pollutions qu'ils peuvent engendrer, les consommations d'énergie qu'entraîne leur emploi, la consommation des matériaux dont ils sont faits (voir plus haut, point 1.).
A terme, il est évident que de nombreux produits, de multiples « besoins » seront touchés; certains même interdits.
On entend déjà les partisans de l'Etat dit libéral: alerte à l'économie planifiée!

L'ILLUSION DES « BESOINS »

Voyons plus loin que ces slogans! Il faudra bien pourtant élaborer à « long terme », pour vingt ou trente ans en tout cas, un plan cadre de mise en valeur de l'environnement (à la clef cet effort: des programmes de recherche axés sur la planification dans les secteurs de l'utilisation des énergies nouvelles, de l'habitat, des communications et des loisirs).
Les prétendus « besoins » pour lesquels l'industrie et l'Etat affirment exercer leur mandat exclusif et sacré ne constituent en aucune manière une pression « naturelle ». Au contraire, ils sont déterminés par la publicité et le développement industriel ainsi que par l'état historique et provisoire de l'évolution de la société. La psychologie de l'incitation à l'achat devrait avoir suffisamment démontré que n'importe quel produit de consommation peut être consacré comme « besoin » prioritaire sans difficultés particulières. Si vraiment les produits industriels n'étaient que le strict décalque des désirs des consommateurs, cela voudrait dire que chacun souhaite des habits et des automobiles très vite passés de mode; cela voudrait dire aussi, entre autres, que la demande prioritaire porte sur des autos qui rouillent très rapidement, des appareils ménagers construits à la va-vite et des appartements trop petits. Suite à ce bref examen, la publicité devrait tout simplement être interdite: les innovations techniques pourraient être annoncées normalement par voie de presse.

III. — La grande bouffe et le travail

Un domaine mérite d'être examiné à part, Kappeler le traitait sous le titre « meilleur travail, meilleurs loisirs ». Quelques reflets de sa réflexion (agrémentée de pointes plus récentes: impossible de revenir en 1973 en oubliant tout à fait les années vécues depuis).
La bourgeoisie européenne a obtenu de l'Etat, pour la première fois dans l'histoire mondiale, que l'individu soit libre d'entreprendre, de produire et de consommer; qu'il soit également libre de disposer de la plus-value. L'Etat, en revanche, dans ce marché de dupes, se désintéresse de tous les dommages moraux, infligés au milieu naturel, pertes (de matières premières, ou de première nécessité), risques.
Le communisme soviétique, lui, a seulement supprimé la liberté d'entreprendre et de consommer, en les soumettant à un plan. Mais en fixant les objectifs et les buts de l'activité économique dans la chasse au « plus » et à l'accumulation, il s'est engagé dans une compétition totalement non-critique avec le système capitaliste occidental.
Dernier point de repère. La consommation de masse est apparue aux Etats-Unis dans les années vingt, dans une part de l'Europe occidentale au cours des années cinquante, au Japon dans les années soixante.
Grâce à une forte et constante augmentation de la productivité du travail, nous avons besoin aujourd'hui de moins de travail pour couvrir nos besoins essentiels.
Une part croissante des revenus est utilisée pour répondre à une extension quantitative de la consommation (la grande bouffe) ou des plaisirs toujours plus raffinés (voyages de fin de semaine, résidence secondaire, voiture, avion).
A la différence d'autrefois, un arrêt de la croissance n'entraînerait pas pour les Suisses la misère, mais plutôt la stabilisation d'un niveau de vie élevé.
Ce fait est fondamental pour fonder une première contre-utopie d'une Suisse plus vivable.
Les rapports entre temps de travail et temps libre doivent être complètement repensés. La productivité moyenne du travail augmente en Suisse annuellement d'environ 3%. Cette augmentation de la productivité s'est traduite par plus de production et plus de consommation.
Pourquoi ne pas maintenir la production au niveau actuel et utiliser les gains de productivité pour réduire régulièrement le temps de travail? La durée du travail hebdomadaire pourrait se stabiliser à quelque trente heures d'ici dix à quinze ans (et six ans se sont déjà écoulés depuis cette visée utopique-là! Réd.).
Ce calcul est certes schématique: certaines dépenses publiques devraient continuer à progresser et ne se satisferaient donc pas d'une production constante. Le principe n'en subsiste pas moins: le temps libre est aussi un mieux-être; il équivaut aussi à une augmentation des revenus.

COMPENSER TOUTE LA VIE

Mais cela ne suffit pas. La réduction, ou une nouvelle répartition du temps de travail, n'est pas en soi un progrès. Une société « meilleure » n'a pas seulement pour objectif d'améliorer le rapport

temps de travail/temps libre, elle doit surtout viser à transformer l'un et l'autre sur le plan qualitatif. La pression et les désagréments liés à un travail toujours plus rationalisé sont la cause de l'opposition émotionnelle entre temps de travail et temps libre. Les gens souhaitent plus de temps libre pour compenser les satisfactions qu'ils ne trouvent pas dans leur travail. La séparation entre travail et loisirs, entre la dure journée et la soirée chamarrée, c'est une atteinte aux besoins profonds des êtres.
Allons jusqu'à poser ce postulat: le temps libre deviendra «normal» lorsque le temps de travail sera humanisé.
La journée de travail sera suffisamment brève pour que subsiste encore la force de faire «autre chose».
Le temps de travail sera aménagé pour permettre à ceux qui le souhaitent de travailler à tiers, à demi, à trois-quarts temps.
Moins fatigué, moins usé par la «vie active», l'âge de la retraite, les conditions psychologiques et matérielles, se proposeraient en d'autres termes, plus clairs qu'aujourd'hui. En fait, il s'agit d'admettre que la recherche d'autres formes de satisfaction que celles proposées par la civilisation de consommation de masse confère à la question de l'organisation du travail plus d'importance qu'à celle des loisirs!

IV. — D'abord, supprimer l'automobile

Venons-en maintenant à l'essentiel, à la plongée de Kappeler dans l'utopie, combien plus nécessaire encore en 1980 qu'en 1973!
D'abord, supprimer la voiture. Etablir un programme à quinze ans qui permettrait de tripler le réseau des transports publics (coût égal à celui des routes nationales) et rendrait superflu les moyens individuels de déplacement (sauf le vélo, qui ferait l'objet d'une promotion généralisée partout où s'arrêteraient les transports publics; avec vélos à quatre roues pour les handicapés et les personnes plus âgées).
Les villes redeviendraient vivables. Les adultes et les enfants auraient de nouveau de la place pour se promener et jouer. Les coûts sociaux, équipement et entretien, seraient considérablement réduits. Loin d'éloigner les touristes, la Suisse deviendrait un pôle attractif... et les caisses-maladies pourraient réduire leurs cotisations (la santé de chacun se trouverait immédiatement améliorée). Pareillement, la petitesse du pays devrait interdire tous vols d'avion, qu'ils soient commerciaux — l'extension des transports publics les rendraient superflus — ou «de plaisir» — pour quelques-uns, mais dérangeants et coûteux pour beaucoup.
Ensuite, mieux construire les immeubles, avec une bonne isolation et des normes de chauffage réduites.

Nombreuses sont les branches de l'industrie et du commerce qui connaissent des manifestations de saturation. Un constat qui devrait être accueilli avec soulagement: le seuil de satisfaction physiologique est atteint (place, par exemple, à d'autres activités, favorisant l'accession au mieux-être sous d'autres latitudes, moins privilégiées). Pour cette raison, les dépenses goulues de publicité visant à une surconsommation injustifiée devraient céder le pas. En Suisse, la production des biens suivants atteint son seuil de saturation (état en 1973! Réd.): bière, chocolat, papier (une seule machine de la fabrique Perlen peut satisfaire la moitié du marché suisse), ciment, cigarettes, téléphone, certains textiles, guichets de banques, montres.

La stabilisation de la croissance économique rendra moins nécessaire la production d'énergie supplémentaire. La tranquillité retrouvée des villes n'imposera plus la climatisation des bureaux. Pas de centrales nucléaires, donc.
Toutes ces utopies, ces propositions, ces projets, ne sont pas réalisables sous l'empire des rapports de force existants et dans le système des valeurs à l'honneur chez les Suisses.
Les limites matérielles de la croissance sont cependant prévisibles à terme. On peut préférer, comme on le fait, attendre que les contraintes apparaissent et deviennent si fortes qu'une réaction s'avère nécessaire — sous la forme souvent d'un contrôle supplémentaire, d'une nouvelle interdiction, ou de hausses de prix. Cette conception véhicule le sentiment d'impuissance à affronter les problèmes. Les utopies en revanche permettent d'envisager de nouveaux horizons, plus satisfaisants pour les êtres et pour la société que la résignation qui nous est actuellement proposée.
Et si des compromis sont nécessaires, ils n'ont pas leur place dans une réflexion prospective de ce type. Ils pèseront assez tôt sur les réalisations.
Maîtriser la croissance n'exige pas de lutter contre une prétendue fatalité, mais suppose la mise en place d'objectifs. Ceux qui se réfèrent à un «mécanisme implacable» ne visent en fait qu'à faire plonger des alternatives dans les oubliettes. Il n'y a pas de «mécanisme implacable», il n'y a que des institutions, des jugements de valeur, et le seul fait de s'en tenir à la routine nous entraîne, comme par fatalité, vers une direction qui n'est plus souhaitable. Chacun peut et doit s'exprimer librement sur les orientations fondamentales, sur les buts et sur les valeurs. L'achèvement du réseau des routes nationales n'est pas une nécessité — il n'apparaît indispensable qu'à ceux qui croient toujours à l'extension bienfaisante du parc automobile privé. Il est de première nécessité de se pencher sur l'examen des buts que nous voulons assigner à l'économie suisse. Une critique de toutes les notions de valeur inconscientes qui sous-tendent notre marche collective est indispensable. Nous avons simplement succombé à des influences, à des habitudes et à des traditions pernicieuses. Voilà de quoi il est question.

Prochain numéro:
Sept ans plus tard.